

ENTRETIEN AVEC EMMA KRAAK

NUBO, UNE COOPÉRATIVE BELGE POUR UN MAIL LIBÉRÉ DES GAFAM

Entretien mené par **Aurélien Berthier**,
rédacteur en chef du magazine Agir par la culture

ENTRETIEN AVEC EMMA KRAAK

NUBO, UNE COOPÉRATIVE BELGE POUR UN MAIL LIBÉRÉ DES GAFAM

Entretien mené par **Aurélien Berthier**,
rédacteur en chef du magazine *Agir par la culture*

Nubo, c'est un peu la New-B du mail, une coopérative qui vise à offrir des services numériques de base (mail et espace stockage à distance) respectueux de la vie privée. Une alternative aux services web des GAFAM sous forme de projet local (les données seront stockées en Belgique), transparent et dont la menée se décide en assemblées générales se prépare (lancement prévu en 2022). Au-delà de l'offre d'une adresse mail (payante), Nubo souhaite aussi faire réfléchir l'ensemble de ses usagers-coopérateurs aux enjeux du numérique. Présentation de la coopérative et réflexion sur ce que les pouvoirs publics peuvent faire pour soutenir le web libre et indépendant avec Emma Kraak, chargée de communication Nubo et militante libriste.

AURÉLIEN BERTHIER **Qu'est-ce que ça amène le fait que Nubo soit une coopérative ?**

EMMA KRAAK Nos statuts nous obligent à une grande transparence et une gestion très démocratique. Non seulement les coopérateurs-trices sont copropriétaires des infrastructures mais ils garantissent aussi que les données restent sur les serveurs. Nous utilisons des logiciels libres, transparents et accessibles, il en est de même pour la structure juridique qu'on a choisi. C'est

une exigence de cohérence. Outre la mise en place de d'un service de courriel, notre objet social consiste aussi à favoriser la confiance dans les outils de communication et d'information libres. On prévoit de développer une forme d'entraide et de prise en charge pour les novices avec des ateliers autour de ces questions-là. On travaille par exemple sur l'écriture d'une documentation bien fournie pour que les gens aient accès à une aide claire et précise. On mobilise également les coopérateurs dans l'écriture des « conditions générales d'utilisation » ce texte qui régit les interactions entre utilisateurs et un service en ligne et que personne ne lit jamais ! Les GAFAM ont tendance à les rendre rebutant, ardu, long, opaque pour en décourager la lecture. Or, c'est là qu'on donne notre consentement. Nous voulons rendre ce document-là aussi accessible, simple et clair que possible par un travail d'écriture coopératif. Il y a un parti-pris chez Nubo : celui de toujours se demander comment, face à la domination sur nos vies numériques, on peut se réapproprier ce petit espace-là de nos vies en ligne et retrouver du pouvoir en mettant la main à la pâte.

AB **En dehors du mail ou du stockage en ligne, quels autres services numériques pourraient être développés sous forme de coopératives sociales ?**

EK Potentiellement, tous les services. On peut penser par exemple à des logiciels de vidéo-conférence, très mobilisés lors des confinements et avec le télétravail. Mais au-delà du type de service en lui-même, il me semble que ce qui compte, c'est la manière dont on les propose : avec quels outils, quel éthique, quel philosophie ? Comment ça peut s'inscrire dans un environnement numérique plus large ? On revendique un modèle de décentralisation, de faire en sorte qu'il y ait une pluralité d'options. Cela suppose une interopérabilité, donc un standard ouverte qui permettent aux gens de naviguer entre les différentes plateformes, et que leurs données soient stockées là où ils le souhaitent. Cela éviterait de tomber dans des situations de monopoles liés à la centralisation des données tels que les GAFAM le pratiquent.

AB **Est-ce qu'on pourrait imaginer la constitution de plateformes coopératives, des Uber, des Facebook, des Twitter du peuple ?**

EK À voir, car je me demande si la question de l'échelle ne nous préserve pas de certaines dérives associées à ces grandes plateformes. En ce qui nous concerne, on réfléchit plutôt en circuit-court, à des services de proximité gérés par des petites collectivités à l'échelle d'un quartier voire d'un bâtiment. De petites entités qui s'inscrivent aussi dans un réseau plus large d'entraide, de mise en commun de ressource et de commun numérique. Ce serait l'idéal. Notre modèle ne visent pas une croissance sans fin ou une logique expansionniste mais plutôt de rester dans une croissance prudente et de long terme qui nous assure une pérennité économique.

AB **Le numérique est une industrie couteuse énergétiquement et très polluante. Comment les infrastructures comme les serveurs doivent être pensées pour peser le moins possible ?**

EK On a opté pour des serveurs de seconde main qu'on a reconditionné. On prend position contre une obsolescence trop rapide des appareils extrêmement lourds écologiquement parlant.

On peut ainsi obtenir des équipements qui ont une consommation électrique raisonnable sans en plus rajouter l'énergie nécessaire à leur production. Par ailleurs, le logiciel libre permet de faire tourner des équipements anciens et d'allonger la durée de vie des appareils.

On essaye aussi de défendre un usage plus responsable de façon général du numérique. Par exemple, notre service du cloud reste minimal en termes de volume car on ne veut pas encourager cette pratique qui voit des données transférées et stockées sur des serveurs qui doivent donc constamment tourner. Les données rarement consultées pourraient rester sur des disques durs. Il faudrait donc sensibiliser.

AB **Pourquoi faire payer un service dont les gens ont pris l'habitude de la gratuité ?**

EK Un vieil adage nous dit que « si c'est gratuit, c'est que c'est toi le produit »... On se rend pas compte de ce qu'on donne, qu'on consent à céder lorsqu'on utilise ces services à titre gratuit. C'est un accès à une grosse partie de nos vies qui est invisibilisé. On cède beaucoup à ces grandes entreprises en terme de ciblage et de pistage qui peuvent avoir des effets délétères sur la société. Payer un petit montant permet de sortir de rester propriétaire de nos données et de sortir de leur exploitation consentie en échange de la gratuité. Notre prix est réduit et se veut accessible. (2,50€/mois en ayant pris au moins une part dans la coopérative NDLR).

AB **Est-ce que ça ne constitue pas un frein pour celles et ceux très précaires de devoir payer ? Est-ce que sortir de l'emprise des GAFAM et de la monétisation de nos données reste pour le moment un luxe ?**

EK Disons que c'est la précarité qui profite aux grandes entreprises. On cherche à toucher des publics sensibilisés aux questions de la vie privée et qui ont une envie de se réapproprier cet espace-là dans leurs vies. Cela reste des sommes modiques, c'est le prix d'un café.

AB Les pouvoirs publics ne pourraient-ils pas financer des services d'intérêt généraux comme le vôtre pour que les catégories précarisées puissent bénéficier elles-aussi d'un service de mail où l'on n'exploite pas leurs données ?

EK Les pouvoirs publics pourraient en effet subsidier les utilisateurs ou bien nous fournisseurs de ces services pour qu'ils puissent bénéficier de ce service gratuitement ou à coût encore plus faible. Mais on pourrait aussi songer à réguler les GAFAM, interdire les pratiques les plus prédatrices sur nos données. Il faudrait que les petits acteurs qui ont une pratique plus éthique soit différenciés des mastodontes du web au niveau du droit et favorisés.

Il manque actuellement d'une réflexion politique sur ce qu'est qualitativement le numérique. On parle constamment de numérisation sans jamais se demander avec quelles visées ? Comment elle s'articule avec d'autres domaines de nos vies ? Qu'impliquent tels ou tels choix techniques ? Le monde politique a sans doute trop tendance à courir après une innovation constante de peur de rater le coche sans interroger les modèles économiques proposés par les GAFAM et leur apport pas nécessairement positif à l'intérêt général. Google et consort arrivent avec des solutions verrouillées et clés en main, que le marketing permet de rendre clinquant, et qui sont bien souvent gratuites. C'est alléchant pour des pouvoirs publics soumis à l'austérité. Ils ne mesurent pas toujours les implications ni l'enfermement dans lequel ils nous placent en faisant le choix des GAFAM plutôt que d'explorer des pistes libres.

AB Quelles sont les attentes du secteur alternatif du web vis-à-vis des pouvoirs publics ?

EK Au niveau des financements publics, il faudrait que les pouvoirs publics nous différencient d'une vision hégémonique du numérique importée de la Silicon Valley et sous le prisme de la start-up « innovante ». Nous, on n'innove

pas spécialement au niveau technologique mais on pourrait parler d'innovation sociale : il s'agit tout simplement d'offrir un service numérique aux gens d'une façon correcte et transparente. Or, certains financements publics sont attribués au secteur numérique non pas sur des critères d'éthique et de prudence mais au contraire dans cette optique « start-up », ce qui a tendance à contraindre ceux qui les reçoivent à comporter comme des structures qui brûlent du capital, et font des investissements rapides et risqués. Même si en tant que coopérative, on reste une entreprise dans une démarche économique, il faut que nous, et toutes la myriade d'acteurs du libre, soyons reconnues aussi pour notre démarche sociale et comme initiatives qui essayent de promouvoir des outils démocratiques et transparents.

C'est notamment important dans des domaines de la société censés être régis par ces principes-là : le secteur public, l'administration, l'éducation, la recherche universitaire... Un coopérateur nous faisait part récemment du fait que son université était passée chez Microsoft pour la gestion des adresses mail auparavant gérées par l'université elle-même sur des serveurs basés sur le campus. Ça émeut peu de monde mais c'est très stratégique, ce sont des grosses concessions qu'on fait à ce moment-là. Il faut investir dans une recherche propre et publique, lié à des territoires et des communautés. On pourrait donc donner des moyens financiers ou matériels pour que ces entités puissent développer leurs outils et ne pas devoir faire appel à des méga-entreprise. Il devrait être considéré comme normal qu'une université, qu'une école ou qu'une administration aient ses propres serveurs et les moyens pour les entretenir.